

Ne perdant pas cela de vue, concentrons un instant notre attention sur les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Caraïbes.

Tout d'abord, permettez-moi de féliciter tant l'Association canadienne pour l'Amérique latine et les Caraïbes que la Chambre de commerce Canada-Brésil, pour les initiatives qu'elles ont prises l'an dernier et qui, en fait, non seulement complètent les efforts que nous déployons actuellement, mais sont aussi un parfait exemple des avantages que l'on peut tirer de la consultation et de la coopération.

Sans parler des catastrophes naturelles et des problèmes politiques qui se sont abattus sur elles ces deux dernières années, nous sommes tous au courant des crises économiques que traversent l'Amérique du Sud et l'Amérique Centrale, ainsi que les Caraïbes. En fait, si nous nous en étions tenus aux rapports publiés durant cette période, nous aurions pu conclure que la seule chose qui nous restait à faire était d'abandonner la partie. Et bien, nous ne l'avons pas fait. Et nous ne le ferons pas.

Dans le cas des Caraïbes, nous avons, pour stimuler la croissance, accru le flux de notre aide et créé un meilleur accès au marché canadien pour les produits en provenance de la région. En octobre dernier, le Premier ministre a informé les chefs de gouvernement antillais que nous serions prêts à conclure, en 1986, d'autres ententes d'admission en franchise. Il a annoncé également que nous prendrions d'autres mesures, telles l'organisation de cours et de séminaires de marketing et l'établissement de répertoires, afin de faciliter les ventes au Canada. Il ne s'agit pas simplement d'une attitude moraliste. Nous pensons sincèrement qu'en renforçant les économies de ces pays, nous créerons également de nouveaux débouchés pour les exportateurs canadiens. Vous ne pouvez guère vendre à un client sans argent.

Durant la période très difficile qu'a traversée l'Amérique centrale, les relations du Canada avec cette région, se sont intensifiées. En juin dernier, ma collègue, Madame Vézina, s'est rendue au Costa Rica, au Nicaragua et au Salvador pour examiner, entre autres, nos politiques en matière d'aide et de commerce dans la région. Le Canada a appuyé, et a en fait participé aux efforts déployés par le Groupe de Contadora en vue de soutenir la stabilité économique de ces pays en difficulté. Il s'agit essentiellement d'une initiative politique, qui devrait créer une atmosphère plus propice aux affaires.